THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE
Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

Capacités afrique

No 13
www.acbf-pact.org/fr

IL EST TEMPS DE FINANCER MASSIVEMENT LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

SOMMAIRE

6 Il est temps de financer massivement le renforcement des capacités en Afrique

3 Éditorial: De notre Secrétaire exécutif

5 Transformer la vie des femmes défavorisées à Nairobi

10 Lutte anti-tabac: L'exemple du Bénin à suivre

12 Gambie: Avancées dans la planification du développement

13 L'ACBF / NEPAD placent les réformes de l'UA en tête des priorités

14 Votre guichet unique pour les connaissances sur le renforcement des capacités

Africa Capable of Achieving its Own Development
L'Afrique capable d'assurer son propre développement

9 L'ACBF et la 'Michigan State University' main dans la main pour le développement de l'Afrique

Africa Capacity

Éditeur :
Prof Emmanuel Nnadozie

Supervision :
Bakary Kone

Rédacteur en chef :
Abel Akara Ticha

Contributions de tous les départements de l'ACBF sous la conduite de :
Grace Kaimila-Kanjo,
Thomas Munthali (Phd),
Roger Atindehou (Phd),
Shupikayi Chimhini,
Coffi Rémy Noumon (PhD),
Edwin Moses Owour

Collaboration :
Baffour Ankomah
Tsitsi Amanda Mtetwa
Tsitsi Chakonza
Tendai Matereke
Aku Burawudi
Blaise Kiwanuka
Patience Yakobe
Alfred Gumbwa
Susie Mbouangouore Limbepe

ÉDITORIAL:
De notre Secrétaire exécutif

Pr. Emmanuel Nnadozie, Secrétaire exécutif de l'ACBF

Quatre raisons pour lesquelles les États africains doivent accroître, de manière significative, leur engagement à financer le renforcement des capacités en vue du développement*

Il est reconnu que l'Afrique est une région du monde bien dotée en ressources, un continent dont on dit qu'il a une «main d'or». Mais que notre continent ne profite pas pleinement de son poids et de sa valeur en or, pour se transformer et être la merveille du monde en matière de développement, est une question majeure à méditer.

Cette question de savoir pourquoi l'Afrique ne profite pas encore pleinement de son potentiel pour réaliser pleinement son propre développement est un sérieux défi à surmonter. Le rythme de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et des autres plans de développement, ainsi que leur succès, dépendra beaucoup de la rapidité avec laquelle les dirigeants africains font le bon choix sur les enjeux du développement, notamment par l'appui qu'ils apportent au travail minutieux des organisations de renforcement des capacités et des think tanks, et en particulier celui de l'ACBF (officiellement désignée en janvier comme Agence spécialisée de l'UA pour le renforcement des capacités).

Je suis convaincu qu'il est temps que les pays africains adoptent un changement d'état d'esprit radical qui les amène à donner la priorité au financement du renforcement des capacités. Car, à moins que nous ne puissions réduire le fossé des déficits de capacités, il sera difficile de mettre en œuvre l'Agenda 2063 et les ODD.

Je tiens donc à réitérer les quatre raisons suivantes pour lesquelles les États africains doivent accroître, de manière significative, leur détermination à financer le renforcement des capacités en vue du développement:

Raison N° 1: Les déficits de capacités institutionnelles sur le continent affectent tous les niveaux de la vie en Afrique. Ils affectent la Commission de l'UA et ses organes et les empêchent de coordonner efficacement le programme de développement du continent. Ils affectent les communautés économiques régionales (CER) et les empêchent de jouer efficacement leur rôle de pierre angulaire dans l'architecture du développement continental et d'accélérer l'intégration régionale. Les déficits affectent également les institutions nationales ainsi que leur capacité à aligner les plans de développement nationaux sur les agendas continentaux et mondiaux. De plus, ils affectent l'aptitude de l'Afrique à conserver, harmoniser et utiliser pleinement les capacités qu'elle s'est déjà efforcée d'acquérir.

Raison N° 2: Le continent manque cruellement de compétences techniques critiques nécessaires pour accélérer son

* Cet article est également paru dans New African de novembre

industrialisation et sa transformation socio-économique. Une étude de l'ACBF sur les capacités nécessaires pour réaliser le premier plan décennal de l'Agenda 2063 a montré que le continent souffre d'un déficit de plus de 4,3 millions d'ingénieurs et près de 9 000 spécialistes / ingénieurs miniers. Il est donc impératif que l'Afrique investisse davantage dans la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), mais nous ne pouvons pas le faire sans porter à un haut niveau notre détermination à financer le renforcement de nos capacités. Nous devons également prêter attention non seulement au renforcement des capacités mais aussi à leur maintien, à leur harmonisation et à leur utilisation. En fait, si les pays africains peuvent développer, conserver et utiliser pleinement les compétences critiques propres à l'Afrique, ils contribueront grandement à trouver une solution efficace à la migration périlleuse massive de millions de leurs jeunes qui constituent un atout important pour la transformation du continent.

Raison N° 3: La réalisation d'une «Afrique intégrée, prospère et pacifique», telle que définie dans les aspirations de l'Agenda 2063, doit être menée par les citoyens de l'Afrique, qui représentent une force dynamique sur la scène internationale. Le continent ne peut pas réaliser cet objectif si les gouvernements ne montrent pas la voie en dotant leurs citoyens de capacités adéquates et si les institutions éducatives n'éduquent pas les jeunes Africains dans l'optique d'amener ces derniers à résoudre les problèmes de l'Afrique.

Raison N°4: Jusqu'à présent, les plans de développement aux niveaux continental et national sont et restent solides, mais les pays n'ont pas les capacités de les mettre en œuvre. Même l'art d'évaluer un financement crucial pour le développement nécessite des compétences spécialisées, et si ces compétences sont absentes, il est doublement difficile d'évaluer, de s'approprier et d'utiliser pleinement les fonds nécessaires.

Compte tenu de ce qui précède, les gouvernements, les institutions et les partenaires au développement africains doivent continuer à soutenir les organisations, telles que l'ACBF, qui coordonnent le renforcement des capacités sur le continent. L'ACBF jouit du plus grand avantage comparatif dans la coordination des programmes de renforcement des capacités complexes et composites en Afrique. Elle a apporté à plus de 45 pays sur le continent un appui qui a eu un grand impact, à travers la coordination de plus de 700 millions de dollars de dons avec des normes élevées de responsabilité et de transparence. Elle possède l'expérience requise, un savoir-faire complexe en matière de gestion des fonds et un vaste réseau pour aider les pays à aller de l'avant. Par conséquent, les partenaires donateurs à la fois non africains et africains ainsi que les institutions de Bretton Woods devraient profiter plus que jamais de l'expérience unique de l'ACBF et financer ses interventions, car le continent a besoin de compétences cruciales en leadership, en gestion, en science et en technologie pour impulser sa transformation. En tant que véritables partenaires au développement, tous devraient œuvrer pour donner de la dignité aux mains dorées de l'Afrique. Les pages de cette édition d'Africa Capacity nous donneront une idée de la direction que nous devrions prendre à cet égard. Bonne lecture.

Transformer la vie des femmes défavorisées à Nairobi

Mme Violet Moraa Mogaka, une entrepreneure, est bénéficiaire du programme conjoint de master en économie agricole et appliquée (CMAAE) offert par le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) avec des membres de 17 universités en Afrique, programme financé en partie par l'ACBF.

Elle motive maintenant les filles et les jeunes femmes de Kibera (le plus grand bidonville d'Afrique) à travailler dur à l'école et sert de mentor à des femmes au foyer pour que celles-ci augmentent leurs revenus par la production du beurre de cacahuètes. «Tout le monde peut me consulter sur les questions de bioénergie et d'économie agricole», dit-elle.

LES PARTICIPANTS AU 26ÈME CG DE L'ACBF EXHORTENT LES PARTENAIRES À ACCROÎTRE LEUR SOUTIEN À L'ACBF AFIN QUE LA FONDATION PUISSE APPUYER, PLUS EFFICACEMENT, LES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE.

Il est temps de financer massivement le renforcement des capacités en Afrique

Le rôle central de l'ACBF dans la création d'une «Afrique capable de réaliser son propre développement comme envisagé par le peuple africain» a été largement reconnu par les dirigeants gouvernementaux et les partenaires au développement qui ont assisté à la 26ème réunion annuelle du Conseil des gouverneurs (CG) de l'ACBF tenue à Accra, la capitale du Ghana, du 4 au 5 septembre 2017.

Organisé sous le thème «Accéder aux fonds pour le développement: Capacités requises pour la mobilisation, l'utilisation et l'absorption des ressources», le Conseil a réuni des ministres des finances et de la planification économique, d'autres hauts fonctionnaires, des dirigeants de la Commission de l'Union africaine, des responsables venant de la Banque mondiale, des Nations Unies et d'autres secteurs et organisations. En raison du rôle central de l'ACBF dans l'Agenda 2063 de développement du continent, tous ces participants ont exhorté les États africains et non africains, les partenaires au développement mondiaux et le secteur privé à renouveler leur soutien à l'ACBF « dans ses efforts pour aider à créer une Afrique capable de réaliser son propre développement».

Tel était le message principal contenu dans le communiqué final des deux jours de discussions pendant le CG. Selon les dirigeants africains et les partenaires au développement, «pour pouvoir mobiliser efficacement les ressources disponibles, les pays doivent s'attaquer aux contraintes de capacités» qui incluent «les capacités humaines et institutionnelles à gérer efficacement les exonérations fiscales, l'évasion fiscale, la fuite des capitaux, les flux financiers illicites, aussi bien que les contraintes qui plombent l'accès aux ressources privées, en particulier le financement mixte offert par les grandes opportunités de partenariat public-privé (PPP) et les marchés financiers ».

Les délégués de haut niveau ont identifié les domaines qui nécessitent une grande intervention de l'ACBF en vue du développement durable de l'Afrique. Ce sont les domaines suivants: capacités des ressources humaines dans le secteur public, science et technologie, capacités institutionnelles de supervision, gouvernance, systèmes juridiques, capacité d'absorption du secteur privé et capacités de mise en œuvre des projets ».

Tout en reconnaissant le rôle central joué par l'ACBF dans la coordination des efforts de renforcement des capacités sur le continent, les participants ont encouragé la Fondation à «produire des personnes qualifiées et des institutions fortes capables d'apporter des changements transformateurs aux niveaux national, régional et continental en Afrique. »

Une autre recommandation demande que la Fondation «renforce les capacités des pays africains à mobiliser des ressources soit nationales soit sur le marché financier international, y compris à travers le secteur privé, les fonds de pension, etc.» pour aider à la mise en œuvre de leurs plans de développement.

Les délégués ont également exprimé leur gratitude à la Banque mondiale pour 26 ans de «soutien indéfectible» à l'ACBF et ont solennellement demandé à cette institution « de s'assurer de la durabilité des résultats obtenus par l'ACBF au cours du dernier quart de siècle en continuant d'appuyer la Fondation. À cet égard, ils ont salué l'engagement renouvelé de la Banque de continuer à soutenir les programmes de renforcement des capacités en Afrique ».

Ils ont également exprimé leur gratitude aux pays africains, à la Banque africaine de développement, au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), à la Fondation Bill et Melinda Gates, à la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et à Afreximbank, et les ont encouragés à tenir leur promesse de soutenir la stratégie actuelle de la Fondation qui couvre la période 2017-2021.

La nouvelle stratégie sera mise en œuvre grâce aux quatre piliers complémentaires ci-après: favoriser la réalisation des priorités de développement du continent, aider les pays à obtenir des résultats tangibles en matière de développement, renforcer les contributions du secteur privé et de la société civile au développement durable et tirer parti des connaissances et de l'apprentissage pour accroître l'efficacité du développement sur le continent.

Le prochain CG aura lieu au Cameroun à une date que le gouvernement hôte et l'ACBF fixeront de commun accord.

CE QUE DES DIRIGEANTS ONT DÉCLARÉ

Hon Yaw Osafo Maafo, Senior Minister, Ghana

« Nous, au Ghana, nous nous félicitons de tout soutien supplémentaire à l'ACBF, mais nous devrions être capables de mobiliser entre nous des ressources suffisantes pour maintenir l'ACBF avant de tendre la main aux partenaires de développement. L'appui de ces derniers devrait venir comme supplément et non constituer la plus grande partie de l'aide».

Hon. Goodall Gondwe, Président du Conseil des gouverneurs de l'ACBF et Ministre des Finances du Malawi

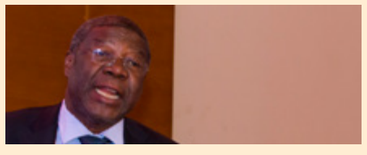
«La Fondation a investi dans un engagement stratégique tout au long de la chaîne de valeur des politiques et dans le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en Afrique, avec un total de plus de 321 projets de renforcement des capacités et un engagement de plus de 700 millions de dollars à ce jour.

«Au cours de ses 25 années d'activité, notre Fondation nous a permis d'obtenir des résultats significatifs en termes de stabilité

macroéconomique croissante, de gestion budgétaire et de viabilité de la dette; de renforcement de nos capacités d'analyse et de gestion des politiques économiques, grâce à la formation de plus de 50 000 économistes et gestionnaires du secteur public ainsi qu'à la création de plus de 40 think tanks et instituts d'analyse des politiques économiques ».

Hon. Ken Ofori-Atta, Ministre des Finances du Ghana et hôte du Conseil des gouverneurs de l'ACBF

« Le gouvernement et le peuple du Ghana sont particulièrement honorés d'accueillir cette réunion à Accra », a-t-il déclaré, ajoutant que les contributions au forum devraient générer une nouvelle énergie dans « nos discussions collectives sur le développement africain fondé sur le renforcement des capacités ».



S.E. Thomas Kwesi Quartey, Vice-Président, Commission de l'UA

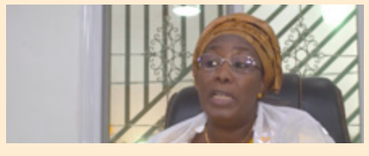
« L'ACBF a reçu le statut d'Agence spécialisée de l'Union africaine non pas tout juste parce que nous aimons l'ACBF, ni parce que nous avions simplement besoin d'ajouter un nom à la liste des agences spécialisées pour étendre l'empire de l'UA. Au contraire, c'est uniquement en reconnaissance du caractère critique du renforcement des capacités sur le continent ainsi que du rôle incontesté et de la vaste expérience de l'ACBF dans ce domaine ».

«J'exhorte tous les pays africains, les partenaires au développement et les membres et amis non africains à soutenir l'ACBF et à acheminer tout le soutien au renforcement des capacités par notre Agence technique spécialisée, pour une meilleure coordination, une plus grande efficacité, un plus grand impact et des résultats tangibles ».

S.E. Erastus Mwencha, Président du Conseil d'administration de l'ACBF

«L'Afrique a besoin que l'ACBF continue de jouer son rôle de coordination du renforcement des capacités pour résoudre efficacement les goulets d'étranglement du développement tels que la capacité d'absorption limitée».

«La Fondation est bien placée pour jouer ce rôle sur le continent, non seulement parce qu'elle a accumulé une immense expérience et beaucoup de connaissances sur le renforcement des capacités, mais aussi parce que l'impact croissant de ses opérations et interventions prouve que la capacité doit être centrale au développement».



Ms. Aminata Sidibé Diarra – Membre du Conseil d'administration de l'ACBF

Nous avons un gros problème de renforcement des capacités, car les pays africains n'en font pas une priorité! Cependant, l'Afrique a besoin que ses efforts en renforcement des capacités atteignent le niveau des autres pays. C'est indispensable et nous devons le faire! Notre rôle en tant que membres du Conseil d'administration de l'ACBF est de faire pression sur les pays africains et d'autres donateurs pour la mobilisation des ressources en vue du renforcement des capacités à travers notre continent.

M. Henri Kerali, Représentant-Résident de la Banque mondiale pour le Ghana, le Liberia et la Sierra Leone

« Nous avons accompagné l'ACBF au cours des 26 dernières années et nous nous faisons la joie de poursuivre cet effort pendant 26 autres années pour renforcer les capacités sur le continent ».

M. Lamin Momodou MANNEH, Directeur, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

«Nous avons payé toutes nos contributions financières pour le Plan stratégique [de l'ACBF] qui vient de s'achever et nous nous engageons à jouer notre rôle dans le nouveau Plan stratégique. Vous trouverez dans le PNUD un partenaire toujours fort. L'Agenda 2063 et les ODD poseraient de sérieux défis au continent sans un soutien financier adéquat à l'ACBF».

L'ACBF et la 'Michigan State University'

main dans la main pour le développement de l'Afrique

Dans la poursuite de son désir de mobiliser des ressources techniques et financières pour aider à accélérer la mise en œuvre du programme de transformation socio-économique de l'Afrique, l'ACBF, Agence spécialisée de l'Union africaine pour le renforcement des capacités, a signé un protocole d'accord le 18 juillet 2017 avec l'Alliance africaine pour le partenariat de la 'Michigan State University' aux États-Unis.

L'Alliance, également connue sous le nom d'AAP, cherche à promouvoir des partenariats à long terme durables, efficaces et équitables entre les organisations africaines, dans le but d'aborder les défis mutuellement définis à travers une série de questions thématiques. L'objectif est de créer des réseaux entre les partenaires africains de tous les secteurs - y compris les universités, les ONG, les gouvernements et le secteur privé - et la 'Michigan State University' afin de relever leurs défis de capacités.

L'AAP soutient également des partenariats multidisciplinaires pour la recherche, l'éducation et des activités de sensibilisation qui allient la théorie à la pratique.

En vertu du mémorandum d'entente signé à Dar Es Salaam, la capitale tanzanienne, l'ACBF apportera près de trois décennies d'expérience dans la lutte contre les défis du renforcement des capacités en Afrique, tandis que l'Alliance mettra à contribution son avantage comparatif dans le renforcement des institutions africaines de recherche agricole et viendra en appui aux universités dans la recherche sur des thèmes pertinents.

Le Secrétaire exécutif de l'ACBF, le professeur Emmanuel Nnadozie, a déclaré que le mémorandum d'entente «prévoit la coopération et la collaboration dans des activités de recherche et de renforcement des capacités locales d'intérêt commun définies dans le nouveau Plan stratégique 2017-2021 de l'ACBF».

Il a indiqué que les domaines prioritaires de la collaboration comprennent les points suivants: (a) Renforcement des capacités institutionnelles de recherche et d'engagement en matière de politiques dans les organisations partenaires africaines ; (b) Préparation de propositions de financement externe pour les organisations africaines ; (c) Fourniture d'une assistance technique pour le renforcement des capacités. (d) Recherche conjointe et autres dimensions diverses de capacités nécessaires pour améliorer la recherche en Afrique.

La signature a été suivie d'une discussion de haut niveau sur les politiques et le développement dont le thème était «Mettre ensemble la vision en action»

Les représentants des facultés de la 'Michigan State University' et les dirigeants et décideurs africains en matière de développement ont réfléchi à des approches novatrices de partenariat qui apporteront des changements transformateurs en Afrique du niveau local au niveau mondial.

L'ACBF ET LA 'MICHIGAN STATE UNIVERSITY' UNISSENT LEURS FORCES POUR DES PROJETS TRANSFORMATEURS À TRAVERS L'AFRIQUE

Lutte anti-tabac: L'exemple du Bénin à suivre

Suivant la ligne de conduite tracée par l'ACBF dans son programme de lutte contre le tabagisme financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, la République du Bénin a fait un grand pas dans la lutte anti-tabac le 14 juillet 2017 lorsque son Assemblée nationale a adopté un projet de loi sur la production, l'emballage, l'étiquetage, la vente et l'utilisation du tabac, de ses dérivés et de produits connexes dans le pays.

Le nouveau projet de loi sur la lutte anti-tabac, initialement élaboré en 2011 à l'initiative du Ministère de la santé publique, vise à combler un vide juridique et à instituer des mesures de contrôle conformes à la Convention-cadre de l'OMS sur la lutte anti-tabac (CCLAT) qui guide le programme de la lutte anti-tabac de l'ACBF.

Parmi d'autres changements, la nouvelle loi comporte des mises en garde sanitaires sous forme de dessins (couvrant 75% de la façade principale des emballages de cigarette), une interdiction complète de la publicité directe et indirecte des produits du tabac, des produits dérivés et des produits connexes, une interdiction complète de la vente directe ou la promotion indirecte et le parrainage d'activités par les industries du tabac, une interdiction complète de fumer dans les lieux publics. La nouvelle loi comporte également la création d'une cellule comprenant la société civile et qui sera responsable de l'application de la loi, ainsi qu'une application plus rigoureuse de l'article 5.3 de la CCLAT, qui exige la protection des politiques de santé publique contre les intérêts de l'industrie du tabac.

La nouvelle loi du Bénin représente un tournant dans la lutte anti-tabac au niveau du pays. Il n'est donc pas surprenant que l'ACBF se réjouisse de son adoption et se joigne à la communauté internationale pour féliciter le Bénin pour le grand pas en avant. L'ACBF a salué l'esprit de coopération entre la société civile, le ministère de la Santé publique et tous les acteurs de la lutte anti-tabac dans le pays. C'est grâce à cet esprit que ce résultat positif a pu être atteint.

Cependant, selon l'ACBF, même si le Bénin a fait un pas en avant pour adopter la loi, un autre pas tout aussi important reste à faire pour la mettre en œuvre.

Par conséquent, l'ACBF a exhorté la société civile béninoise à rester active et à poursuivre son travail de plaidoyer, afin d'éviter tout retard dans la mise en œuvre de la nouvelle loi, qui contribuera très certainement à protéger la population contre les effets néfastes du tabagisme.

Selon l'ACBF, l'exemple du Bénin devrait être suivi en Afrique afin d'assurer une meilleure santé pour les peuples du continent, en particulier les jeunes - l'avenir du continent - qui ont besoin d'un environnement plus sain pour contribuer au développement de l'Afrique.

La nouvelle loi béninoise est l'aboutissement de six années de plaidoyer et de mobilisation de la société civile, notamment l'Initiative pour l'éducation et le contrôle du tabagisme (IECT), l'une des organisations ayant bénéficié du programme de lutte anti-tabac de l'ACBF.

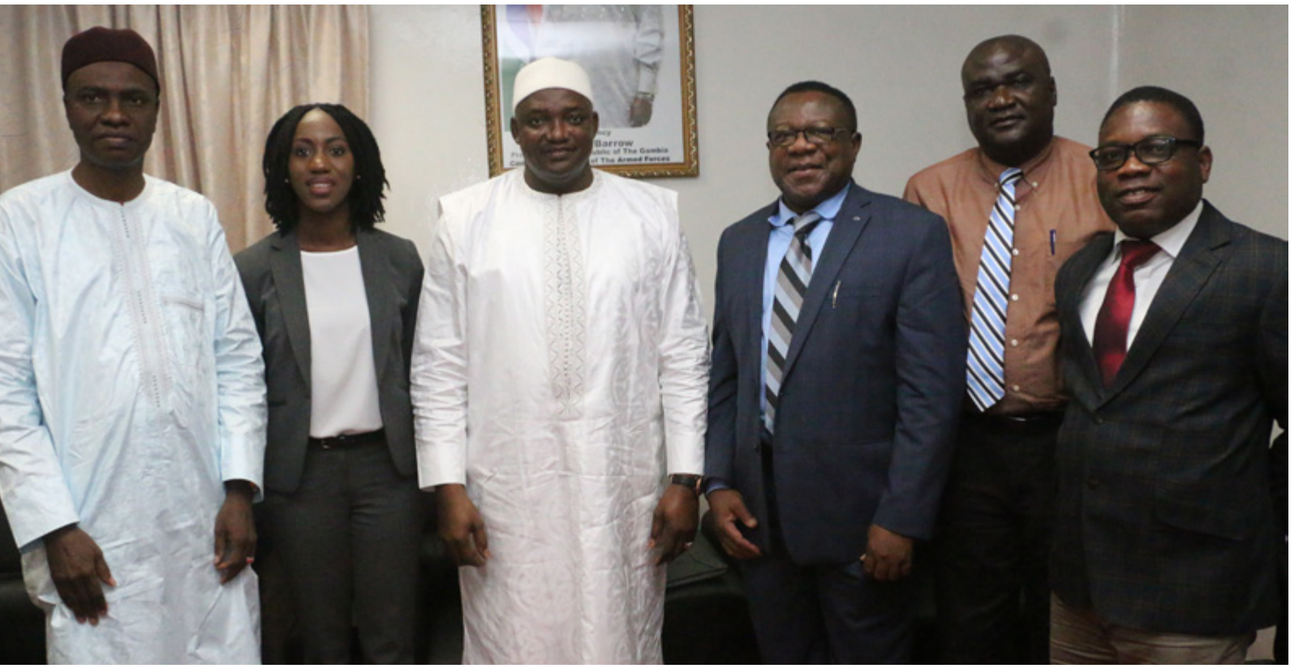
Le Bénin a ratifié la CCLAT de l'OMS en 2005 et, le 7 août 2006, a adopté la loi 2006-12 pour réglementer la production, la commercialisation et la consommation de cigarettes et d'autres produits du tabac.

C'était l'une des premières lois sur la lutte anti-tabac à être adoptée en Afrique de l'Ouest après l'entrée en vigueur de la CCLAT. Cependant, la loi 2006-12 est vite devenue redondante avec des changements dans l'environnement de la lutte anti-tabac et l'adoption de nouvelles directives d'application par la Conférence des Parties à la CCLAT. Le Bénin doit donc revoir d'urgence son cadre juridique, en tenant compte des nouveaux changements et des bonnes pratiques adoptés dans le monde entier pour améliorer la lutte anti-tabac.

Mais le nouveau projet de loi sur le tabac s'est heurté à une forte opposition de la part de l'industrie du tabac. À ce titre, ce n'est qu'à la fin de l'année 2016 que le projet de loi a été officiellement présenté au Parlement. Au cours de cette période, l'IECT s'est avérée être un acteur crucial dans le processus en mobilisant la société civile, les décideurs et les parties prenantes afin de promouvoir le projet de loi.

Les travaux de l'IECT, en partenariat avec l'ACBF, visaient entre autres à améliorer les connaissances des parlementaires en matière de lutte anti-tabac en vue de l'adoption de la nouvelle loi réglementant la production, la commercialisation et la consommation des produits du tabac au Bénin. L'adoption du projet de loi par le Parlement est donc une victoire à la fois pour l'IECT et l'ACBF.

pays d'Afrique de l'Ouest, avec l'appui de l'ACBF et de ses partenaires, montre la bonne voie dans la lutte anti-tabac



Gambie: Avancées dans la planification du développement

Avec le soutien de l'ACBF, le gouvernement fait le point sur les capacités nécessaires pour la mise en œuvre de son programme de développement

Avec le soutien de l'ACBF, le nouveau gouvernement de la Gambie, dirigé par S.E. Le Président Adama Barrow a lancé un exercice d'évaluation des besoins de capacités le 21 août 2017 pour soutenir la mise en œuvre du Plan de développement national du pays (2018-2021) qui est en phase finale de formulation.

Le lancement a été suivi d'une mission de cadrage en Gambie de l'ACBF en mars 2017, suivie en mai d'une visite de pays par le Secrétaire exécutif de la Fondation, le Professeur Emmanuel Nnadozie.

Au cours de la visite, le président Adama Barrow a déclaré à la délégation de l'ACBF que les solutions aux difficultés rencontrées par les pays africains se situaient au sein même du continent et que des institutions telles que l'ACBF pouvaient aider à redresser la situation. Il a déclaré que la Gambie avait besoin de réformes de la fonction publique et de renforcement des capacités pour s'orienter dans la bonne direction.

C'est dans ce contexte qu'une équipe d'experts de l'ACBF a amené divers ministères, départements et agences en Gambie à s'engager pour mener des évaluations approfondies des capacités institutionnelles et humaines de ces institutions. La sélection des organismes participants était conforme aux priorités identifiées par le gouvernement gambien dans le Plan national de développement (PND).

Pour démontrer le sérieux avec lequel le pays entreprend l'exercice, le gouvernement a mis en place un Comité de coordination de haut niveau, composé du 'Permanent Secretary' au Ministère des finances (président), des 'Permanent Secretaries' du Bureau du Président, du Bureau du Vice-président, le PMO, le Ministère de l'Enseignement supérieur et le 'Solicitor General' pour superviser le développement du PND et l'exercice d'évaluation des besoins en matière de capacités.

En plus de fournir un financement pour l'évaluation des besoins de capacités, l'ACBF soutient également la Gambie dans diverses initiatives de renforcement des capacités, impliquant principalement la formation de fonctionnaires et autres agents publics afin de leur fournir les compétences nécessaires pour exécuter le programme gouvernemental.

L'ACBF / NEPAD placent les réformes de l'UA en tête des priorités

Les deux institutions intensifient leurs efforts de collaboration pour une bonne cause

L'ACBF et le NEPAD de l'UA se sont engagées à collaborer de manière importante pour aider à créer des synergies entre les communautés économiques régionales (CER) africaines et les comités techniques spécialisés au sein de l'Union africaine pour réaliser les plans continentaux.

«Nous devons travailler main dans la main pour développer des stratégies de mobilisation des ressources afin de rationaliser les capacités institutionnelles et humaines pour le développement durable de l'Afrique, et il est temps de bien nous préparer pour atteindre cet objectif », a déclaré le Prof. Emmanuel Nnadozie, Secrétaire exécutif de l'ACBF, lors d'une session de travail stratégique et technique entre l'ACBF et les équipes du NEPAD, suite au 29ème Sommet de l'Union africaine à Addis Abeba en début juillet.

La collaboration vise à stimuler le développement de secteurs majeurs tels que les infrastructures, la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et l'agriculture. Lors de la première session de travail en début juillet, il a été convenu que ces secteurs, sur lesquels l'Agence du NEPAD met actuellement l'accent, devraient constituer les domaines clés de la collaboration, tandis que l'ACBF contribue à la composante indispensable du renforcement des capacités.

La séance de travail s'est tenue dans le contexte des efforts en cours pour rationaliser les structures et le fonctionnement de l'Union africaine et de ses institutions - une tâche que les dirigeants africains ont confiée à H.E. Paul Kagame, Président du Rwanda et une équipe consultative panafricaine.

«Compte tenu des développements en cours pour réformer l'Union africaine et du fonctionnement de ses principaux organes, il incombe à nos deux institutions d'unir leurs forces pour accompagner l'Afrique dans la réalisation de cet Agenda crucial », a déclaré le Dr Ibrahim Assange Miyachi, PDG de l'Agence du NEPAD.

En réponse, le professeur Nnadozie a déclaré: « Le caractère central du renforcement des capacités des institutions africaines et des personnes qui gèrent ces institutions est maintenant évident pour tout le monde et s'impose comme une nécessité pour que le continent puisse réaliser ses plans de transformation ».

Les dirigeants de l'ACBF et du NEPAD ont convenu qu'il était nécessaire d'unir leurs forces pour renforcer les capacités dont l'Afrique a un besoin urgent en vue de réaliser son programme de transformation.

La collaboration entre les deux institutions s'est poursuivie à un modeste niveau pendant plus d'une décennie. Maintenant, elles veulent la porter à un niveau élevé.

Au cours de la dernière décennie, l'ACBF a contribué à: (a) Améliorer le rendement du NEPAD en renforçant ses capacités humaines dans les fonctions de gestion stratégique de base ; (b) Améliorer son efficacité organisationnelle par un examen de sa structure, de ses fonctions, systèmes et procédures ; c) Attirer du personnel qualifié au sein du NEPAD dans les principales fonctions administratives et de gestion en contribuant à créer les conditions propices à la rétention de professionnels qualifiés pour faire en sorte que le NEPAD produise des résultats.

LA BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE DE L'ACBF EST L'ENDROIT À VISITER

Votre guichet unique pour les connaissances sur le renforcement des capacités

La bibliothèque virtuelle de l'ACBF sur le renforcement des capacités est une bibliothèque numérique gratuite à guichet unique qui offre une interface rapide, bien structurée et unifiée pour accéder aux textes intégraux sur le renforcement des capacités produits et publiés par l'ACBF, ses réseaux et partenaires.

Les collections de la bibliothèque virtuelle comprennent des Rapports sur les capacités en Afrique, des livres, des publications hors-série, des documents de travail, des rapports, des mémoires sur le développement, des notes de cours, des documents de conférence et bien d'autres. D'autres sources de référence en ligne accessibles via la plate-forme numérique renferment diverses bases de données sélectionnées, des passerelles, des portails, des revues électroniques et des livres électroniques.

La bibliothèque électronique est conçue pour répondre aux besoins de la communauté de la recherche, des partenaires au développement et des décideurs basés en Afrique et au-delà. Sa valeur réside dans la qualité et la commodité de sa base de données de publications.

Chaque article, livre, article ou rapport est enrichi de métadonnées sémantiques et bibliographiques, y compris des sujets, des résumés et des mots-clés utilisant un vocabulaire contrôlé. Les utilisateurs gagnent du temps grâce à l'outil de recherche qui permet d'effectuer des recherches dans les publications et au sein de celles-ci, et renvoie des résultats très pertinents pour tous les types de contenu. En outre, un utilisateur est capable de récupérer des publications en parcourant des sujets, des titres, des auteurs et des éditeurs, et peut également utiliser une fonction de recherche de texte libre.

La bibliothèque virtuelle est une fonctionnalité d'accès ouvert qui ne nécessite pas d'enregistrement, de connexion ou de saisie de noms d'utilisateur ou de mots de passe, car l'accès est disponible pour tous par-delà les limites géographiques. Voici l'URL de la bibliothèque virtuelle:

http://elibrary.acbfpact.org

À NE PAS MANQUER

Offrez-vous votre exemplaire ici: EMPLOI DES JEUNES EN AFRIQUE : Renforcement des capacités et stratégies innovantes

APPUYER LES EFFORTS DE LA CEDEAO VERS UNE MONNAIE UNIQUE

« À la CEDEAO aujourd'hui, nous nous dirigeons vers une monnaie unique, mais nous devons harmoniser le cadre des finances publiques et ce sont les recommandations de la recherche au sein de la CAPEC [soutenue par l'ACBF] qui sont mises en œuvre au niveau de la CEDEAO»

déclare le Prof. Alban Ahoure, chef de la Cellule d'analyse des politiques économiques (CAPEC) du CIRES.